PARIS, le 13 Janvier 1984

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Monsieur le Pasteur,

Vous n'êtes pas sans savoir que je respecte profondément les convictions spirituelles de mes concitoyens, en particulier des responsables éminents qui comme vous apportent au maintien du dialogue pacifique entre les hommes, leur précieuse contribution. C'est donc avec le plus grand intérêt que j'ai pris connaissance des messages que vous avez bien voulu m'adresser concernant le désarmement à l'échelon mondial ainsi que nos expériences nucléaires en Polynésie française.

J'ai dit à la tribune des Nations-Unies que la France était prête à accueillir, le moment venu, une conférence des principales puissances militaires sur les problèmes de désarmement et du développement. Cependant, l'histoire contemporaine nous enseigne que la paix, comme j'ai eu plusieurs fois l'occasion de le souligner, repose sur l'équilibre des forces entre les Etats. La France, pour sa part, contribue à cet équilibre général, qu'elle souhaite voir se réaliser au niveau le plus bas, en maintenant une force de dissuasion moderne et adaptée aux menaces qui pèsent sur elle. Dans un monde où le risque est permanent, il est de la responsabilité de la République de garantir la sécurité de ses citoyens.

Comme le montre la disproportion entre le niveau de nos arsenaux et ceux des superpuissances, la France n'a aucune responsabilité dans la course aux armements dont je déplore, comme vous et beaucoup d'autres, la nocivité et l'absurdité. Son effort militaire, strictement défensif, ne vise qu'à s'assurer les moyens minimaux de son intégrité et de son indépendance.

Conscient des légitimes préoccupations qui pouvaient être celles des peuples du Pacifique, inquiets pour leur environnement et leur propre santé, j'ai pris personnellement l'initiative d'ouvrir notre site d'expérimentation à des experts désignés par les pays du Pacifique Sud. Cette visite s'est déroulée dans les

./.

Monsieur le Pasteur UTAI Mururai
Président du Synode de l'Eglise Evangélique
de Polynésie Française

meilleures conditions. Notre pays n'est-il pas la première, et jusqu'ici, la seule puissance nucléaire qui ait accepté d'autoriser l'accès au Centre d'essais à des personnalités étrangères ?

J'attache également le plus grand prix à ce que les élus du territoire soient régulièrement informés de la situation du site de Mururoa et puissent s'y rendre en fonction de leur responsabilité propre : une invitation leur a d'ailleurs été adressée tout dernièrement. Il ne tient qu'à vous, Monsieur le Pasteur, de vous joindre à eux, si vous le jugez utile.

Le souci que vous avez de la paix et de la justice ne pourra que gagner, j'en suis sûr, au maintien de la sérénité et de l'objectivité qui doivent prévaloir dans ce débat.

Je vous prie de croire, Monsieur le Pasteur, en l'expression de ma haute considération.

François Mitterrand

François MITTERRAND